

Ébauches des engagements

4^e Plan d'action national du Canada pour un gouvernement ouvert

Table des matières

Gouvernement ouvert facile à comprendre.....	2
Transparence financière et reddition de comptes	5
Transparence des sociétés	8
Gouvernement numérique et services.....	10
Science ouverte	13
Démocratie saine.....	15
Accès à l'information.....	17
Gouvernement féministe, inclusif et ouvert	19
Réconciliation et gouvernement ouvert	23
Leadership et collaboration.....	25

1. Gouvernement ouvert facile à comprendre

Problème à aborder

Bon nombre de Canadiens et Canadiennes s'intéressent à la transparence du gouvernement, à la reddition de comptes et à la participation des citoyens au gouvernement. Compte tenu de cet intérêt, le gouvernement du Canada doit mettre les citoyens au centre de ses efforts pour créer un gouvernement ouvert. Plus les Canadiens et Canadiennes connaîtront et comprendront les travaux du gouvernement, plus ils seront en mesure d'y participer activement. Ainsi, nous pourrons tous exploiter le potentiel social et économique d'un gouvernement ouvert.

Engagement

Le gouvernement du Canada donnera aux Canadiens et Canadiennes l'occasion d'en apprendre davantage sur le gouvernement ouvert. Nous améliorerons également l'ouverture des données du gouvernement fédéral. Nous allons :

- Apporter des améliorations au site ouvert.canada.ca;
- Aider la population canadienne à en apprendre davantage sur le travail du gouvernement du Canada en matière de gouvernement ouvert;
- Améliorer la qualité des données ouvertes accessibles à partir du site ouvert.canada.ca;
- Rendre les documents de travail des fonctionnaires ouverts par défaut;
- Élaborer des lignes directrices sur les données ouvertes en matière de protection des données privées.

Ministère(s) responsable(s)

École de la fonction publique du Canada (ÉFPC); la Plateforme géospatiale fédérale (PGF) de Ressources naturelles Canada (RNCan); Statistique Canada (StatCan); Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT); d'autres ministères et organismes dans l'ensemble du gouvernement du Canada.

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

1.1 Apporter des améliorations au site ouvert.canada.ca pour permettre aux utilisateurs de trouver plus facilement ce qu'ils cherchent et de contribuer à la collectivité du gouvernement ouvert.

- Un projet-pilote est lancé pour permettre aux utilisateurs de présenter des jeux de données, des visualisations, et des rapports fondés sur les données ou sur l'information du gouvernement ouvert. (20 ressources présentées par des utilisateurs accessibles d'ici juin 2020)

- De l'espace est fourni à partir du site ouvert.canada.ca pour des récits racontant l'impact des données ouvertes, y compris des récits présentés par des utilisateurs. (50 récits sur l'impact des données ouvertes sont accessibles d'ici juin 2019)
 - Rapports trimestriels sur les progrès de la publication des jeux de données présentés au moyen du formulaire [Proposez un jeu de données](#) sur ouvert.canada.ca. (Décembre 2018)
 - Rapports publics réguliers sur les améliorations, la recherche sur les utilisateurs et la rétroaction par l'entremise du site ouvert.canada.ca, y compris sur les taux de succès pour les tâches principales. (Juin 2020)
- 1.2. Aider les Canadiens et Canadiennes à en apprendre davantage au sujet du travail du Canada sur le gouvernement ouvert à partir de documents d'apprentissage, de séances d'information et de la formation avancée pour les fonctionnaires.
- Du matériel pédagogique pour les enseignants et les professeurs de niveau postsecondaire sont rédigés et publiés. (Mars 2019)
 - 70 % des enseignants qui utilisent les documents en sont satisfaits. (Mars 2020)
 - Au moins 300 fonctionnaires formés au moyen d'activités d'apprentissage indiquent une meilleure compréhension du gouvernement ouvert à la suite de l'activité d'apprentissage. (Juin 2020)
 - Des webinaires sur le gouvernement ouvert et sur les données ouvertes sont organisés au moins tous les deux mois. (Six organisés d'ici octobre 2019; 12 organisés d'ici juin 2020)
 - Les participants sont satisfaits du contenu et du format des webinaires (niveau de satisfaction d'au moins 70 %, mesuré au moyen d'un court sondage à la suite de chaque webinaire). (Juin 2020)
- 1.3. Améliorer la qualité des données ouvertes du site ouvert.canada.ca.
- Les critères de qualité des données sont élaborés et publiés, et des ateliers ont lieu avec des représentants du gouvernement pour renforcer la qualité des jeux de données. (Juin 2019)
 - Un nouveau système d'évaluation de la qualité des données a été élaboré en consultation avec des utilisateurs et des partenaires nationaux et est accessible à partir du site ouvert.canada.ca. (Juin 2020)
 - 200 jeux de données fréquemment téléchargés sont examinés aux fins de qualité, de normalisation, de métadonnées complètes, et de descriptions en langage simple. (Juin 2020)
 - Examen d'autres 500 jeux de données géospatiales à l'aide des critères d'évaluation de la qualité de la Plateforme géospatiale fédérale (PGF) provenant de Ressources naturelles Canada (RNC). (Juin 2020)

- 1.4. Élargir le [projet-pilote « Ouvert par défaut »](#) afin de rendre les documents de travail des fonctionnaires ouverts par défaut assujettis aux restrictions pertinentes liées à la protection des renseignements personnels, à la confidentialité et à la sécurité.
- Le projet-pilote « Ouvert par défaut » est étendu pour consigner des documents de travail produits par l'équipe du Gouvernement ouvert au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT). (Juin 2019)
 - De nouvelles technologies novatrices sont mises à l'essai afin d'améliorer l'accessibilité et la disponibilité des documents dans les deux langues officielles, afin de se conformer à la [Loi sur les langues officielles](#), à la [Politique du Conseil du Trésor sur les langues officielles](#) et à la [Norme sur l'accessibilité des sites Web](#). (Avril 2020)
 - Un sous-ensemble de documents de travail produits par trois ministères fédéraux, en plus de l'équipe du gouvernement ouvert au SCT, est disponible dans le [portail « Ouvert par défaut »](#). (Juin 2020)
- 1.5. Élaborer des lignes directrices sur les données ouvertes afin de protéger la vie privée des citoyens, des entreprises et des institutions.
- Une série d'ateliers est offerte par Statistique Canada pour élaborer les lignes directrices et aider les participants à les appliquer. (Juin 2019)

2. Transparence financière et reddition de comptes

Problème à aborder

Bon nombre de Canadiens et Canadiennes ont de la difficulté à comprendre comment le gouvernement dépense leurs impôts. Les gouvernements peuvent améliorer la transparence financière en fournissant des outils et de l'information pour faciliter la compréhension de leurs dépenses et en publiant des renseignements plus détaillés pour permettre aux citoyens de tenir les gouvernements responsables.

Engagement

Le gouvernement du Canada continuera d'améliorer la transparence de ses dépenses et de ses marchés ouverts afin de permettre aux Canadiens et Canadiennes de comprendre plus facilement les budgets fédéraux, de suivre les décisions de financement et d'examiner les processus d'approvisionnement et de dépenses du gouvernement. Nous allons :

- Rendre l'information sur les budgets et dépenses gouvernementales plus facile à trouver et à comprendre;
- Publier une analyse d'impact différenciée selon le genre pour toutes les mesures budgétaires¹;
- Assurer que les Canadiens et Canadiennes aient accès aux données sur l'approvisionnement au gouvernement du Canada;
- Étudier l'adoption de normes communes liées aux données de passation de marchés au Canada.

Ministère(s) responsable(s)

Finances Canada; Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC); Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT); d'autres ministères et organismes dans l'ensemble du gouvernement du Canada.

¹ Le gouvernement du Canada utilise le terme « L'analyse comparative entre les sexes plus » (ACS+) pour décrire ce type d'analyse. L'ACS+ sert à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes ou des initiatives sur divers ensembles de personnes — femmes, hommes ou autres. L'identité individuelle est déterminée par une multitude de facteurs en plus du sexe, par exemple la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge ou le fait de vivre avec un handicap de nature physique ou intellectuelle. D'où l'ajout du mot « plus », signifiant que l'analyse ne se limite pas au sexe (différences biologiques) ou au genre (la construction sociale du sexe), mais considère aussi les autres facteurs qui les recourent.

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

- 2.1. Rendre l'information sur les budgets et les dépenses gouvernementales plus facile à trouver et à comprendre pour les Canadiens et Canadiennes.
- Les parlementaires et la population canadienne sont appelés à participer à l'examen des progrès du gouvernement en améliorant la rapidité, l'exhaustivité et la transparence du Budget et du Budget principal des dépenses. (Octobre 2019)
 - En fonction des commentaires reçus lors de la consultation ci-dessus, des recommandations sont publiées sur l'approche pour le Budget et le Budget principal des dépenses de 2020-2021 et des années à venir. (Février 2020)
 - La description et les détails des plans de dépenses du budget sont améliorés, incluant des renseignements plus détaillés sur l'affectation budgétaire par ministère. (Février-mars 2019)
 - [L'InfoBase du GC](#) est élargie pour permettre aux Canadiens et Canadiennes de suivre plus facilement le financement et les résultats, de l'annonce à la mise en œuvre, pour tous les programmes du gouvernement du Canada. (Mars 2019)
- 2.2. Publier l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) pour toutes les nouvelles dépenses annoncées dans le budget et les mesures fiscales dans les budgets à venir.
- Les citoyens et les parlementaires ont accès à une information complète sur la manière dont les considérations liées au genre et à la diversité ont éclairé les décisions budgétaires. (Février-mars 2019)
- 2.3. Veiller à ce que les Canadiens et Canadiennes aient accès aux données sur l'approvisionnement au gouvernement du Canada.
- Les données pilotes qui s'harmonisent avec la Norme relative aux données ouvertes sur l'octroi de contrats sont mises à jour afin d'inclure un sous-ensemble de dossiers de contrats pour des projets majeurs. Cette mesure inclut des données sur la planification, l'appel d'offres, l'octroi, le contrat, et la mise en œuvre. (Juin 2019)
 - Les données ci-dessus sont publiées sur ouvert.canada.ca le plus possible en temps réel. (Juin 2019)
 - Le nouveau Système d'approvisionnement électronique (SPE) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est conçu pour accroître la publication des données ouvertes sur la passation des marchés pour tous les dossiers de passation de marchés de SPAC. (Juin 2020)
 - Les [Lignes directrices sur la divulgation proactive des contrats](#) du Gouvernement du Canada sont mises à jour pour veiller à ce que la divulgation proactive des données sur la passation des marchés continue de satisfaire aux exigences juridiques et stratégiques du Canada. (Juin 2020)

- Trois à cinq ateliers publics sont organisés pour analyser les types de données sur la passation des marchés qui sont disponibles, évaluer les obstacles à la publication des données ouvertes sur la passation des marchés, et élaborer des recommandations pour des politiques, systèmes et applications. (Juin 2019)

2.4. Étudier l'adoption des normes communes liées aux données de passation de marchés au Canada.

- Des représentants du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux se réunissent pour discuter de l'adoption possible de la norme commune liée aux données sur la passation des marchés pour les avis d'appel d'offres. (Août 2019)
- Des représentants gouvernementaux explorent davantage l'adoption des normes liées aux données ouvertes de passation de marchés dans l'ensemble du cycle d'approvisionnement plus élargi. (Juin 2020)

3. Transparence des sociétés

Problème à aborder

Les sociétés sont importantes pour favoriser la croissance et l'innovation au Canada. Cependant, la dissimulation de renseignements sur la propriété de sociétés peut faciliter :

- l'évasion fiscale;
- le blanchiment de capitaux;
- le financement du terrorisme;
- la corruption;
- la prolifération des armes de destruction massive.

En améliorant la transparence des sociétés, les gouvernements peuvent se prémunir contre l'utilisation abusive des sociétés et d'autres entités juridiques, tout en continuant de faciliter les affaires au Canada.

La responsabilité du droit des sociétés est partagée entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux. La coordination est de mise pour traiter efficacement les questions relatives aux sociétés.

Engagement

Le gouvernement du Canada continuera de travailler avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour mettre en œuvre l'[Entente en vue de renforcer la transparence de la propriété effective](#) conclue par les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux des Finances en décembre 2017. Nous allons :

- Exiger des sociétés fédérales qu'elles détiennent des renseignements sur la propriété effective;
- Mobiliser des intervenants clés sur les options possibles pour améliorer l'accès rapide aux renseignements sur la propriété effective.

Ministère(s) responsable(s)

Finances Canada; Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE).

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

- 3.1. Mettre en œuvre des modifications législatives visant à exiger des sociétés fédérales qu'elles détiennent des renseignements exacts et à jour sur la propriété effective, et à éliminer l'utilisation des actions au porteur.

- Modifications apportées à la [Loi canadienne sur les sociétés par actions](#). (Juillet 2019)
- 3.2. Continuer à travailler avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et les intervenants clés représentant divers points de vue sur les options possibles afin d'améliorer l'accès rapide aux renseignements sur la propriété effective. Cela comprend des obligations relatives à la conservation et à la divulgation de ces renseignements, et l'étude de l'option d'un registre public.
- Recommandations fédérales pour les gouvernements provinciaux et territoriaux sur l'amélioration de l'accès rapide aux renseignements sur la propriété effective. (Août 2019)
- 3.3. Continuer à travailler avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour appuyer la mise en œuvre harmonisée de l'Entente en vue de renforcer la transparence de la propriété effective.
- Tous les éléments de l'Entente sont mis en œuvre par le gouvernement fédéral. (Août 2020)

4. Gouvernement numérique et services

Problème à aborder

Le gouvernement du Canada passe au numérique et nous voulons que nos investissements dans le gouvernement numérique profitent au plus grand nombre. Pour atteindre cet objectif, nous devons respecter les principes d'ouverture, de transparence et de reddition de comptes dans l'adoption de technologies et de services numériques gouvernementaux nouveaux et en évolution.

Engagement

Le gouvernement du Canada appliquera les principes d'ouverture à ses services numériques, ce qui lui permettra de répondre aux attentes changeantes des utilisateurs tout en améliorant la transparence et l'inclusion. Nous allons :

- Élaborer une Politique sur le numérique pour le gouvernement du Canada et une Stratégie relative aux données;
- Améliorer la transparence et la sensibilisation à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) par le gouvernement;
- Créer un tableau de bord sur le rendement pour faire le suivi du service auprès des Canadiens et Canadiennes;
- Prioriser le code source ouvert dans l'élaboration des solutions numériques.

Ministère(s) responsable(s)

Bibliothèque et archives Canada (BAC); le Bureau du Conseil privé (BCP); Statistique Canada (StatCan); Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT); d'autres ministères et organismes dans l'ensemble du gouvernement du Canada.

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

- 4.1. Mettre au point une Politique sur le numérique pour le gouvernement du Canada.
 - Engager un dialogue dans le cadre de l'élaboration d'une Politique sur le numérique du Conseil du Trésor qui intégrerait des exigences en matière de service, de technologie de l'information, de gestion de l'information et de données, ainsi que des composantes de la cybersécurité. (Décembre 2019)
- 4.2. Élaborer une Stratégie relative aux données du gouvernement du Canada pour une ère numérique

- Élaboration d'une Stratégie relative aux données du gouvernement du Canada qui pourrait aborder la gestion des données comme un atout stratégique au sein des ministères et dans l'ensemble du gouvernement (Décembre 2019)
- 4.3. Mobiliser les Canadiens et Canadiennes à l'égard de la transformation numérique ainsi que des données, et ce que cela signifie pour les entreprises
- Les Canadiens et Canadiennes sont informés et mobilisés et partagent des idées audacieuses grâce à des forums en ligne et en personne (Décembre 2018)
- 4.4. Améliorer la transparence et la sensibilisation à l'intelligence artificielle (IA) appuyant les services publics.
- Des dispositions en matière d'approvisionnement de l'IA et d'autres moyens d'approvisionnement sont élaborées pour appuyer les ministères dans l'expérimentation et l'innovation. (Septembre 2018)
 - Une norme du Conseil du Trésor sur les systèmes d'aide à la décision est élaborée afin d'établir des règles sur la façon dont les ministères peuvent utiliser l'IA du point de vue éthique pour prendre des décisions. (Janvier 2019)
 - Un outil d'évaluation de l'impact algorithmique est élaboré pour aider les institutions à mieux comprendre et à atténuer les risques associés aux systèmes automatiques de prise de décisions. (Juillet 2019)
 - Une conférence internationale sur l'IA est organisée par le Canada à l'automne 2018. Le Sommet sera axé sur les thèmes inclus lors de la déclaration du G7 sur l'IA, en particulier les environnements propices facilitant une adoption responsable de l'IA (Décembre 2018)
 - Un programme de formation en matière d'IA est établi par l'École de la fonction publique du Canada afin de renforcer l'alphabétisation sur l'IA chez les fonctionnaires fédéraux. Ce programme permettra d'élaborer une terminologie commune et d'accroître la sensibilisation à l'égard des services publics appuyés par l'IA au sein du gouvernement du Canada. (Janvier 2019)
 - Des ateliers, des conférences et des journées d'IA sont organisés afin d'accroître la sensibilisation et d'aider la fonction publique à se perfectionner sur l'IA et d'autres nouvelles technologies. (Se poursuit)
- 4.5. Créer un tableau de bord sur le rendement pour faire le suivi du service auprès de la population canadienne.
- Les données sur le rendement en matière de prestation de services sont recueillies et publiées au moyen d'un tableau de bord par l'entremise du site ouvert.canada.ca. (Décembre 2019)

4.6. Prioriser le code source ouvert dans l'élaboration et l'approvisionnement des solutions numériques.

- Encourager les ministères à publier le code source sur des recueils externes dans la mesure du possible. Les ministères devraient au minimum partager à l'interne leurs codes sur Code GC. (Mars 2019)
- Tous les nouveaux projets présentés au Conseil d'examen de l'architecture intégrée (CEAI) considéreront les logiciels libres dans le cadre de leur analyse des options.
- Une étude de cas pour des sources ouvertes est publiée. (Septembre 2018)
- Un registre de codes sources ouverts et de logiciels libres est mis en place. (Septembre 2018)
- Le code source utilisé dans l'outil d'externalisation ouvert Co-Lab de Bibliothèque et Archives Canada (BAC) est ouvert et accessible au public pour utilisation par d'autres institutions. (Décembre 2018)
- Une journée thématique sur les codes sources ouverts est organisée. (Septembre 2018)

5. Science ouverte

Problème à aborder

L'accès public aux activités scientifiques financées par le gouvernement fédéral pourrait avoir une grande valeur, mais il est parfois difficile d'y accéder. Cela peut être dû au fait que ces activités ne sont pas ouvertes, sont difficiles à trouver ou ne sont pas communiquées d'une manière qui interpelle les Canadiens et Canadiennes. Bon nombre de citoyens ne savent pas non plus comment trouver de l'information sur les scientifiques fédéraux qui travaillent sur des questions qui les intéressent.

Engagement

Le gouvernement du Canada facilitera l'accès aux activités scientifiques financées par le gouvernement fédéral et aux scientifiques fédéraux. Nous allons :

- Offrir aux Canadiens et Canadiennes une plateforme leur permettant de trouver des activités scientifiques ouvertes fédérales et d'y avoir accès;
- Sensibiliser le public au travail des scientifiques fédéraux et aux activités scientifiques ouvertes;
- Promouvoir les sciences ouvertes et solliciter une rétroaction sur les besoins des intervenants;
- Évaluer les progrès dans la mise en œuvre des sciences ouvertes et mesurer les avantages qu'ils peuvent offrir.

Ministère(s) responsable(s)

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC); Conseil national de recherches Canada (CNRC); Bureau de la Conseillère scientifique en chef; Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT); d'autres ministères et organismes à vocation scientifique (MOVS).

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

5.1. Piloter un portail des sciences ouvertes pour donner un accès libre aux publications des scientifiques fédéraux.

- Publication d'une feuille de route pour l'avenir du prototype du Dépôt scientifique fédéral canadien, y compris les prochaines étapes suivant le projet-pilote. (Août 2019)
- Lancement du portail-pilote pour les publications scientifiques fédérales en accès libre. (Mars 2020)

- 5.2. Lancer une plateforme permettant aux Canadiens et Canadiennes de faire ce qui suit plus facilement : trouver des scientifiques du Conseil national de recherches du Canada (CNRC); accéder à leurs publications; comprendre leurs travaux en cours; communiquer avec eux au moyen des réseaux sociaux.
- Un répertoire accessible en ligne de scientifiques du CNRC est en opération et d'autres ministères peuvent y participer (Mars 2020)
- 5.3. Promouvoir les sciences ouvertes et solliciter activement une rétroaction concernant les besoins des intervenants en matière de données ouvertes et de sciences ouvertes.
- Treize séances de mobilisation sur les sciences ouvertes organisées pour des intervenants invités, avec au moins une séance dans chaque province et territoire (6 d'ici juin 2019; 13 d'ici juin 2020)
 - Formation d'un Comité consultatif des intervenants sur les sciences ouvertes, composé de groupes de consommateurs, de groupes d'intérêt et d'organisations non gouvernementales. Sa mission sera de fournir des renseignements sur les besoins des utilisateurs et des conseils aux ministères et organismes à vocation scientifique (MOVS) sur la façon de communiquer plus efficacement avec les Canadiens et les Canadiennes sur les sciences (Juin 2019)
 - Un rapport sur les besoins des utilisateurs identifiés est publié et permet d'éclairer les efforts actuels et futurs liés aux sciences ouvertes (Juin 2019)
- 5.4. Évaluer les progrès du gouvernement du Canada dans la mise en œuvre des sciences ouvertes et mesurer les avantages que les sciences ouvertes peuvent offrir aux Canadiens et Canadiennes
- Élaboration de mesures pour évaluer les avantages des sciences ouvertes pour les Canadiens et Canadiennes (Juin 2019)
 - Publication du rapport de ces mesures sur les avantages des sciences ouvertes pour les Canadiens et Canadiennes (Juin 2019)
 - Publication annuelle des mesures existantes évaluant la mise en œuvre des sciences ouvertes par les MOVS (Rapports publiés en juin 2019 et en juin 2020)

6. Démocratie saine

Problème à aborder

De plus en plus d'indices démontrent que la confiance dans les institutions publiques est faible et que les citoyens sont préoccupés par les campagnes de désinformation et « fausses nouvelles ».² Ces facteurs peuvent menacer la santé de la démocratie. Il est essentiel pour la population canadienne d'avoir les outils et les renseignements nécessaires afin de réfléchir de façon critique aux politiques publiques, pour qu'ils puissent eux-mêmes participer plus efficacement aux processus démocratiques.

Engagement

Le gouvernement du Canada renforcera la résilience des institutions démocratiques canadiennes à l'ère numérique, tout en respectant les droits de la personne et les libertés fondamentales.

Nous allons :

- Renforcer la démocratie au Canada;
- Renforcer la capacité internationale de cerner diverses menaces changeantes à la démocratie et d'y répondre.

Ministère(s) responsable(s)

Patrimoine canadien (PCH); Affaires mondiales Canada (AMC); le Bureau du Conseil privé (BCP).

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

- 6.1. Mettre en œuvre des activités visant à renforcer la démocratie au Canada, à la fois avant et après l'élection fédérale de 2019.
 - Élaboration et mise en œuvre d'initiatives dans l'ensemble du gouvernement du Canada de façon coordonnée. (Juin 2019)

- 6.2. Établir le mécanisme d'intervention rapide du G7 (MIR) pour renforcer la capacité internationale de cerner diverses menaces changeantes à la démocratie et d'y répondre, notamment grâce au partage d'information et d'analyses et la détermination des possibilités d'interventions coordonnées.
 - Le MIR est lancé après le Sommet des dirigeants du G7, avec des points de contact désignés chez chaque partenaire du G7. (Octobre 2018)

² Voir, par exemple, [l'Edelman Trust Barometer 2018](#)

- La première réunion du MIR organisée à l'automne 2018, avec la communication continue de l'information virtuelle. (Octobre 2018)

7. Accès à l'information

Problème à aborder

Les Canadiens et Canadiennes veulent avoir un accès plus facile aux renseignements détenus par le gouvernement du Canada, y compris leurs propres renseignements personnels.

Engagement

Le gouvernement du Canada tiendra son engagement de rendre le gouvernement plus ouvert et plus transparent. Nous allons :

- Effectuer un examen complet de la [Loi sur l'accès à l'information](#);
- Améliorer la transparence au sujet des renseignements personnels que détient le gouvernement;
- Améliorer les outils mis à la disposition des personnes qui demandent des renseignements du gouvernement.

Ministère(s) responsable(s)

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT); d'autres ministères et organismes dans l'ensemble du gouvernement du Canada.

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

- 7.1. Entreprendre un vaste examen de la [Loi sur l'accès à l'information](#), y compris examiner :
- o la portée de la Loi;
 - o des façons d'améliorer le délai des réponses aux demandes;
 - o le régime d'exceptions et d'exclusions;
 - o les mesures de protection pour les renseignements concernant les peuples autochtones et la gouvernance;
 - o la façon dont les nouvelles technologies pourraient être utilisées pour améliorer le fonctionnement du système et du service à l'utilisateur.

Les intervenants, y compris les organisations et les représentants autochtones, seront mobilisés dans le cadre des consultations en ligne et de la mobilisation en personne sur des groupes thématiques.

- L'examen complet commence dans un délai d'un an suivant la sanction royale du projet de loi C-58. (L'examen complet commencera dans un délai d'un an suivant la sanction royale du projet de loi C-58)

- Les intervenants sont mobilisés au moyen de consultations en ligne et en personne.
 - Les organisations et les représentants autochtones participent à l'examen.
- 7.2. Publier un guide en langage simple offrant des explications claires des exceptions et des exclusions en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) et de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#), et de leur relation avec le travail des institutions fédérales.
- Publication d'un guide en langage simple. (Juin 2019)
- 7.3. Augmenter le nombre de résumés de demandes d'accès à l'information précédemment communiquées par l'entremise du site [ouvert.canada.ca](#) et accessibles au moyen des demandes informelles.
- 50 % des ministères publient des résumés d'ici juin 2019.
 - 75 % des ministères publient des résumés d'ici juin 2020.
- 7.4. Faciliter aux Canadiens et Canadiennes l'accès à l'information du gouvernement en améliorant le Service de demande d'accès à l'information et protection des renseignements personnels (AIPRP) en ligne.
- Le nombre d'institutions fédérales qui participent a augmenté de 50 institutions pour chaque année du Plan d'action. (Juin 2019)
 - Les Canadiens et Canadiennes participent à l'amélioration du Service de demande d'AIPRP en ligne au moyen des essais par les utilisateurs et de la rétroaction. (Au moins deux séries d'essais par les utilisateurs effectués avant juin 2020)
- 7.5. Permettre aux institutions fédérales de fournir aux demandeurs les réponses aux demandes d'accès à l'information par voie électronique, sous réserve des limites nécessaires pour protéger les renseignements personnels et la sécurité.
- Plutôt que de recevoir des copies papier ou des disques compacts, les demandeurs peuvent recevoir leurs demandes par voie numérique. (Juin 2019)
- 7.6. Améliorer la transparence au sujet des renseignements personnels détenus par le gouvernement en faisant une description des renseignements personnels des Canadiens et Canadiennes (appelés fichiers de renseignements personnels, ou les FRP) accessibles à partir du site [ouvert.canada.ca](#) dans un format regroupé et interrogeable.
- Les fichiers de renseignements personnels de 60 institutions fédérales sont accessibles à partir du site [ouvert.canada.ca](#). (Juin 2019)

8. Gouvernement féministe, inclusif et ouvert

Problème à aborder

Un gouvernement ouvert devrait profiter à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes. Pourtant, les collectivités marginalisées continuent d'être sous-représentées dans les processus de participation organisés par le gouvernement. Ces collectivités comprennent des femmes, des filles et des personnes non binaires et LGBTQ2 qui sont confrontées à des obstacles pour accéder à l'information gouvernementale et participer de façon significative au processus décisionnel du gouvernement.

Engagement

Le gouvernement du Canada favorisera une plus grande inclusion et une plus grande diversité dans sa mobilisation du public. Nous allons adopter une approche intersectionnelle³ dans les activités du gouvernement ouvert et veiller à ce que les voix et les expériences des collectivités marginalisées et sous-représentées soient représentées. Nous allons :

- Tester des moyens de rendre les processus gouvernemental de mobilisation et de consultation plus ouvert à tous;
- Renforcer la capacité pour les gouvernements au Canada et à l'étranger de concevoir des initiatives du gouvernement ouvert plus inclusives;
- Sensibiliser les Canadiens et Canadiennes à l'égalité des genres;
- Accroître l'accès aux données relatives à l'égalité et à l'inclusion;
- Veiller à ce que notre Plan d'action national pour un gouvernement ouvert soit le plus inclusif possible en menant un processus rigoureux d'analyse des impacts différencié selon le genre pour tous les engagements.⁴

Ministère(s) responsable(s)

Le Centre de recherche sur le développement international (CRDI) par l'intermédiaire de l'Initiative des données ouvertes pour le développement (Open Data for Development, ou OD4D); Bureau du Conseil privé (BCP); Statistique Canada (StatCan); Condition féminine Canada

3. L'intersectionnalité renvoie à l'idée que les identités multiples se recoupent pour créer un tout différent des identités constituantes. Ces identités peuvent comprendre le sexe, la race, la classe sociale, l'ethnicité, la nationalité, l'orientation sexuelle, la religion, l'âge, l'invalidité et la maladie, ainsi que d'autres formes d'identité

4. Le gouvernement du Canada utilise le terme « L'analyse comparative entre les sexes plus » ou ACS+ pour décrire ce type d'analyse. L'ACS+ sert à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes ou des initiatives sur divers ensembles de personnes — femmes, hommes ou autres. L'identité individuelle est déterminée par une multitude de facteurs en plus du sexe, par exemple la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge ou le fait de vivre avec un handicap de nature physique ou intellectuelle. D'où l'ajout du mot « plus », signifiant que l'analyse ne se limite pas au sexe (différences biologiques) ou au genre (la construction sociale du sexe), mais considère aussi les autres facteurs qui les recoupent.

(CFC); Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT); d'autres ministères et organismes dans l'ensemble du gouvernement du Canada

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

- 8.1. Tester les pratiques exemplaires liées au dialogue inclusif et à la mobilisation.
 - Dix séances de mobilisation ou de sensibilisation du public organisées en partenariat avec des organisations communautaires représentant des collectivités marginalisées ou sous-représentées. (Avril 2020)
 - Au moins quatre pratiques exemplaires mises à l'essai dans le cadre des événements en personne. Par exemple : l'utilisation de lieux alternatifs, de commodités durant l'événement, et d'une structure d'événement.
 - Publication d'un rapport et d'un guide pour les ministères portant sur les pratiques de mobilisation inclusive. (Août 2020)

- 8.2. Promouvoir le perfectionnement des habiletés et des compétences nécessaires pour concevoir, faciliter et appuyer le dialogue ouvert et inclusif dans l'élaboration des politiques, avec les documents à l'appui et les activités de renforcement de la capacité.
 - Les compétences pour appuyer le dialogue ouvert et inclusif font partie d'un Cadre stratégique de compétences pour les fonctionnaires. (Mars 2019)
 - Les activités de renforcement des capacités sont élaborées et offertes aux fonctionnaires. (Septembre 2019)
 - Des études de cas et des documents d'appui relatives au dialogue ouvert et inclusif sont publiés et partagés. (Septembre 2018)

- 8.3. Mettre en œuvre l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) dans la mobilisation du public et les consultations.
 - Élaborer et mettre en œuvre un guide pour intégrer l'ACS+ aux consultations publiques et à la mobilisation, dans le cadre du Guide pour la mobilisation du public. (Décembre 2018)

- 8.4. Sensibiliser les Canadiens et Canadiennes sur l'égalité des sexes en tenant une table ronde nationale sur l'ACS+, en dirigeant une conversation nationale sur l'égalité des sexes avec les jeunes Canadiens et Canadiennes, et en créant une stratégie qui sensibilise les hommes et les garçons à titre de partenaires pour faire avancer l'égalité des sexes.
 - Organisation de séances de mobilisation en personne ou en ligne (Juin 2020):
 - Table ronde : ciblant près de 250 intervenants joints en personne.

- Mobilisation des hommes et des garçons : ciblant près de 90 organisations participant à l'élaboration d'une stratégie.
 - Les séances de mobilisation comprennent la participation des jeunes, des Autochtones, des fonctionnaires de différents ordres de gouvernements, des universitaires, des représentants de la société civile, et des représentants de l'industrie.
 - Les renseignements abordés pendant les séances de mobilisation seront communiqués dans les rapports publics (p. ex., rapports « Ce que nous avons entendu », plateforme de site Web).
- 8.5. Accroître l'accès aux renseignements pertinents et en temps opportun sur les sexes et l'inclusion.
- Plus de 50 nouveaux indicateurs sont publiés pour améliorer l'accès aux données ventilées selon le sexe et le genre pour appuyer l'ACS+. (Juin 2019)
 - Les stratégies de données sont élaborées, y compris les concepts et les normes, pour combler les lacunes liées aux préoccupations des collectivités LGBTQ2+. (Octobre 2019)
 - Un Centre du savoir sur la violence fondée sur le genre est établi afin de servir de carrefour pour coordonner les initiatives fédérales en vertu de [La stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe](#), appuyer la collecte de données et de recherches et publier et mobiliser le contenu relatif au VFS. (Été 2018)
 - Publication de rapports annuels aux Canadiens et Canadiennes sur les résultats de la stratégie liée à la violence fondée sur le sexe. (Juin 2020)
 - Publication des données et des recherches portant sur les domaines prioritaires. (Juin 2020)
- 8.6. Mener un processus ACS+ pour tous les engagements du 4^e Plan d'action national du Canada pour un gouvernement ouvert.
- Mettre sur pied un comité de surveillance de l'ACS+ du gouvernement ouvert. (Février 2019)
 - Élaborer des indicateurs d'ACS+ pour tous les engagements du Plan d'action national.
 - Demander au Comité d'évaluer les progrès trimestriels des indicateurs d'ACS+.
- 8.7. Renforcer la capacité mondiale de développer et de mener des initiatives du gouvernement ouvert plus inclusives.
- Un groupe de partenaires est créé et il travaille afin de rendre les processus du gouvernement ouvert plus inclusifs. Le groupe diffuse publiquement un plan d'action comprenant des engagements et des marqueurs de progrès. (Mai 2019)

- La recherche est financée dans diverses régions contribuent à une base de données probantes décrivant l'impact de l'égalité entre les sexes dans le gouvernement ouvert sur la prestation des services publics. (Décembre 2018)
- Une publication de synthèse est diffusée, avec des mesures et des recommandations futures soulignées. (Mai 2019)

9. Réconciliation et gouvernement ouvert

Le problème à aborder

Les activités d'un gouvernement ouvert et le travail du gouvernement en général devraient mieux refléter un esprit de réconciliation avec les peuples autochtones du Canada.

Engagement

Le gouvernement ouvert est une façon de veiller à ce que les processus décisionnels du gouvernement représentent les personnes qui seront touchées, y compris les peuples autochtones. Le gouvernement du Canada collaborera directement avec les titulaires de droits des Premières Nations, des Inuits et des Métis et les intervenants afin d'examiner une approche de réconciliation et de gouvernement ouvert, dans l'esprit de l'établissement de relations de confiance et de respect mutuel.

Cet engagement a été expressément conçu pour permettre un important processus collaboratif de création et de mise en œuvre, encourageant aux détenteurs de droits et aux intervenants des Premières Nations, des Inuits et des Métis de définir leur propre approche en matière de mobilisation sur les questions de gouvernement ouvert. Nous reconnaissons que, contrairement à d'autres engagements, le gouvernement ne peut pas agir seul pour définir une approche. Nous devons plutôt travailler en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

Voici une liste non exhaustive d'activités et de processus de mobilisation que nous pourrions examiner au cours des prochaines années pour poursuivre notre cheminement vers la réconciliation et l'établissement de relations.

Ministère(s) responsable(s)

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord (RCIAN); Statistique Canada (StatCan); Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT).

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

- 9.1. Travailler avec les Autochtones afin de promouvoir le gouvernement ouvert.
 - Au moyen du dialogue, évaluer la portée pour renforcer la collaboration avec les Autochtones sur le gouvernement ouvert et la gouvernance des données. (Août 2020)
- 9.2. Renforcer la capacité des collectivités autochtones et les organisations afin d'utiliser les données et la recherche pour leurs propres exigences et besoins.

10. En élaboration conjointe avec les organisations autochtones nationales, cinq ateliers sont offerts dans les communautés autochtones sur l'utilisation des données gouvernementales ouvertes pour appuyer des résultats socio-économiques améliorés. (Juin 2019)
- 9.3. Travailler avec les Autochtones afin de trouver des façons d'améliorer la transparence dans les activités de consultation et d'engagement.
10. Les systèmes appuyant la consultation et la mobilisation seront mis à jour afin d'améliorer la transparence. (Août 2020)

10. Leadership et collaboration

Problème à aborder

Les Canadiens et Canadiennes nous ont dit qu'ils veulent que le gouvernement du Canada fasse preuve de leadership en matière de gouvernement ouvert. À titre de coprésident gouvernemental principal du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), le gouvernement du Canada a une occasion sans précédent :

- d'influencer le mouvement mondial du gouvernement ouvert;
- de partager les leçons retenues et de fournir un soutien aux autres gouvernements dans l'ensemble du Canada et dans le monde entier;
- d'appuyer une approche de collaboration pour harmoniser et faire progresser les efforts de gouvernement ouvert au Canada.

Engagement

Le gouvernement du Canada démontrera son leadership au pays et à l'étranger, en travaillant avec des partenaires au sein du gouvernement, de la société civile et du secteur privé pour bâtir un mouvement du gouvernement ouvert ambitieux et axé sur l'impact. Nous allons :

- Lancer une stratégie ambitieuse à titre de coprésident du Comité directeur du PGO, en partenariat avec notre coprésident de la société civile, Nathaniel Heller de Results for Development;
- Renforcer la collaboration avec d'autres gouvernements au Canada par l'intermédiaire du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada, et inclure dans le groupe de travail des représentants d'organisations municipales nationales.

Ministère(s) responsable(s)

Le Centre de recherche sur le développement international (CRDI) par l'intermédiaire de l'Initiative des données ouvertes pour le développement (Open Data for Development, ou OD4D); Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT); des partenaires dans les administrations provinciales, territoriales et municipales partout au Canada.

Jalons

Qu'allons-nous faire ?

10.1. Faire preuve d'un leadership mondial au cours du mandat du Canada comme coprésident gouvernemental principal du Comité directeur du PGO.

- Une stratégie de coprésidence, créée conjointement avec notre coprésident de la société civile et élaborée en collaboration avec les gouvernements et la société civile (au Canada et à l'étranger) est publiée et évaluée trimestriellement. (Stratégie publiée en octobre 2018; Engagements mis en œuvre d'ici juin 2020)

- Un Sommet du PGO est organisé au printemps 2019 afin de présenter le gouvernement ouvert à un public national et international. (Printemps 2019)
- 10.2. Appuyer le partenariat thématique du PGO sur les données ouvertes, permettant de faire progresser la publication et l'utilisation responsables des données ouvertes dans les pays du PGO.
- Le Réseau Données ouvertes pour le développement, au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et appuyé par Affaires mondiales Canada, s'engage à:
 - Fournir du soutien technique à dix gouvernements du PGO et à la société civile dans les pays en voie de développement pour la mise en œuvre des engagements de données ouvertes (Juin 2020);
 - Appuyer la recherche ou des initiatives novatrices sur la disponibilité et l'utilisation de données ouvertes pour améliorer la prestation des services, l'égalité entre les sexes, l'inclusion, les progrès sur les objectifs de développement durable, ou la transparence et la reddition de comptes dans dix pays. (Juin 2020)
- 10.3. Appuyer les événements internationaux pour favoriser l'apprentissage par les pairs et pour évaluer l'impact du gouvernement ouvert et des données ouvertes à l'échelle internationale.
- Organiser conjointement la Conférence internationale de données ouvertes de 2018 à Buenos Aires (Argentine). (Septembre 2018)
 - Appuyer les évaluations mondiales indépendantes sur les statistiques des données ouvertes partout dans le monde dans un rapport « État des données ouvertes » et au moyen de la prochaine édition du Baromètre des données ouvertes. (Juillet 2019)
 - Le Canada participe à au moins deux activités d'apprentissage bilatérales par des pairs et au moins trois forums internationaux et inclut le langage sur le gouvernement ouvert dans au moins trois déclarations internationales. (Juin 2020)
- 10.4. Se fonder sur la collaboration actuelle des gouvernements du Canada et de l'Alberta, élargir le projet-pilote fédéré de recherche de données ouvertes à d'autres provinces et intégrer au moins deux municipalités.
- Le GC a fédéré les données ouvertes avec au moins deux autres provinces et deux municipalités. (Mai 2019 pour intégrer deux provinces; Mai 2020 pour intégrer deux municipalités)

10.5. Mettre en œuvre un projet-pilote pour adopter des normes de données communes à l'échelle des administrations conformes à la Charte internationale sur les données ouvertes et à d'autres normes internationales.

- La cartographie des métadonnées intergouvernementales est complétée avec l'établissement d'un ensemble commun d'éléments de base. (Février 2019)
- Un projet-pilote visant à normaliser les cinq jeux de données de grande valeur dans toutes les administrations provenant de la liste des jeux de données de grande valeur déjà déterminés par le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada est réalisé. (Septembre 2019)
- Au moins cinq autres gouvernements infranationaux ont adopté la charte des données ouvertes. (Mai 2020)

10.6. Promouvoir l'alphabétisation liée aux données et la gestion des données pour les fonctionnaires de tous les ordres de gouvernements.

- Les ressources d'alphabétisation et de gestion des données ont été déterminées et sont mises à la disposition des employés du gouvernement. (Septembre 2019)
- Dix événements d'alphabétisation des données sont organisés pour faire la promotion des compétences des employés en données ouvertes. (Mai 2020)